Une station d'épuration ouvre enfin à Gaza

Par <u>Cyrille Louis (http://plus.lefigaro.fr/page/cyrille-louis)</u> | Mis à jour le 09/03/2018 à 15:43



Bassin d'infiltration de la nouvelle usine de traitement des eaux dans le nord de Gaza. *Andrea&Magda Photographers*

Treize ans après le feu vert initial des bailleurs, la station Ngest a été mise en marche le 1er mars pour traiter à terme les eaux usées générées par 360.000 habitants du nord de l'enclave et tenter de prévenir une catastrophe écologique et humanitaire en gestation.

Correspondant à Jérusalem

Le chantier est resté si longtemps enlisé que les habitants de Gaza ne savaient plus s'il fallait en rire ou en pleurer. Et puis jeudi 1er mars, soit treize ans après le feu vert initial des bailleurs, la station d'épuration Ngest a finalement été mise en marche. D'un coût total de 73 millions de dollars, dont 19,2 pris en charge par l'Agence française de développement (AFD), l'installation traitera à terme les eaux usées générées par 360.000 personnes dans le nord de l'enclave. Le site doit être inauguré le 13 mars en présence des dirigeants de l'Autorité palestinienne de l'eau (PWA), du consul général de France à Jérusalem ainsi que des représentants de l'Union européenne et de la Banque mondiale.

Le projet Ngest fut imaginé en 2005 dans l'urgence, afin de prévenir une catastrophe écologique et humanitaire en gestation à l'extrême nord de Gaza. Les bassins créés à la fin des années 70 par Israël afin de stocker chaque jour 5000 m3 d'eaux usées en absorbaient alors quatre fois plus, et les digues aménagées pour retenir ce contenu nauséabond menaçaient de céder. Un incident de ce type se produisit en 2007, provoquant le déversement de 60 000 m3 d'eau polluée et la mort de cinq Palestiniens. Mais la stagnation de 2,5 millions de m3 risquait de causer un drame bien

plus terrible encore. «La zone menacée couvre onze hectares, héberge 10.000 habitants et n'est protégée que par un remblai de sable qui peut craquer à tout moment», détaille Saadi Ali, responsable du projet au sein de la PWA.

Conjurer la destruction annoncée de la nappe phréatique

Ralenti par la succession des guerres, la difficulté d'obtenir le feu vert des Israéliens pour importer certains matériaux et la faillite d'un prestataire allemand en 2013, le chantier a finalement pu être achevé ces dernières semaines. «Les autorités israéliennes, manifestement préoccupées par la crise humanitaire en cours, se sont engagées à fournir l'électricité nécessaire à son fonctionnement», précise Catherine Bonnaud, directrice de l'AFD à Jérusalem. Le gouvernement palestinien a pour sa part promis que le courant fourni à Ngest ne sera pas prélevé sur les trois à quatre heures d'alimentation quotidienne avec lesquels les habitants de Gaza doivent se débrouiller.

« Trois mégawatts supplémentaires seront à terme nécessaires pour pomper ces eaux filtrées par les bassins d'infiltration, en vue de leur usage par les 1000 agriculteurs de la région.»

Catherine Bonnaud, directrice de l'AFD à Jérusalem.

Dans les prochains mois, la station retraitera non seulement les eaux usées stockées dans les vieux bassins de Beit Lahya, mais aussi celles qui ont été infiltrées dans le sol au fil des ans pour empêcher un débordement du lac. La PWA espère ainsi empêcher qu'elles ne se propagent vers la ville de Gaza via la nappe phréatique. «Trois mégawatts supplémentaires seront à terme nécessaires pour pomper ces eaux filtrées par les bassins d'infiltration, en vue de leur usage par les 1000 agriculteurs de la région», explique Catherine Bonnaud.

La station de Beit Lahya n'est qu'un élément parmi d'autres de l'ambitieux dispositif imaginé par la PWA pour tenter de conjurer la destruction annoncée de la nappe phréatique. Dans un rapport publié en 2012, l'ONU a annoncé l'épuisement imminent de réserves d'eau gravement contaminées par l'eau de mer, les écoulements de fosse septique et les engrais agricoles. Deux autres stations d'épuration ont récemment été mises en chantier respectivement près du camp de réfugiés d'al-Bureij, dans le centre de la bande de Gaza, ainsi qu'à l'est de Khan Younès, dans le sud. À elles d'eux, elles devraient traiter les eaux générées par 900.000 habitants. Enfin, les pays donateurs qui soutiennent traditionnellement la Palestine prévoient d'évoquer le 20 mars prochain le financement d'une grande usine de dessalinisation pour atténuer la pénurie d'eau potable dans l'enclave.

